



ANALYSE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL 2014-2020 DE LA REGION PACA

Avec le soutien de la Fondation MAVA



Le Plan de Développement Rural PACA est la déclinaison régionale du deuxième pilier de la PAC. Ce document a pour objectif de déterminer les aides « ouvertes » en région PACA, en fonction des enjeux ciblés dans l'analyse AFOM (Atouts Faiblesses Opportunités Menaces) du document. Ainsi, les mesures déclinées servent des objectifs identifiés, des opérateurs éligibles et le taux de financement attribué à l'action (outil financier FEADER et complément éventuel de l'Etat). Les PDR européens doivent s'articuler autour de 6 priorités et au moins 4 d'entre-elles doivent être choisies par les Etats membres avec justifications si abandon d'une priorité.

Les premières versions du document ont été mises à disposition du public sur un site où chacun peut déposer sa contribution. Des réunions publiques d'informations ont été organisées plusieurs fois en 2013 et en 2014.

Pour un document d'une telle importance, et portant sur des thématiques environnementales transversales, il aurait été intéressant que le Conseil Régional organise des groupes de travail ou tout au moins des réunions de réelle concertation rassemblant les différents acteurs et en particulier qu'il invite les associations de protection de l'environnement et de consommateurs à participer à la démarche. Nous constatons avec regret que cela n'a pas été le cas. C'est pourquoi en 2014, FNE PACA a apporté une contribution écrite au PDRR.

L'adoption du PDR PACA n'a finalement eu lieu qu'en Août 2015 sans une meilleure concertation avec les différentes parties prenantes. Hormis les avancées sur les négociations des lignes MAEC (Mesures Agro-environnementales et Climatiques), les différents documents d'étapes et les échanges avec la Commission européenne n'ont pas pu être accessibles et donc commentés. Nous pouvons également regretter que le PDR PACA soit si peu lisible car, même si l'Europe impose une certaine structuration, la Région aurait pu donner des éléments aidant la lecture comme les références écrites au cadre national.

C'est finalement à travers cette analyse issue d'un travail collaboratif des membres du réseau, des partenaires que FNE PACA souhaite mettre en avant des points de vigilances, des pistes d'actions et les mesures prises par la Région qui nous semblent intéressantes. Le Bureau Européen de l'Environnement continuera d'être le relai de ce travail à travers les différentes négociations à l'échelle Européenne.

SOMMAIRE

Le soutien peu ambitieux a une agriculture respectueuse de l' environnement	3
Un soutien majeur aux pastoralismes de montagne	3
Le faible appui aux changements de pratiques.....	4
Les aides à l'agriculture biologique	5
Bilan	7
La multifonctionnalité de la forêt oubliée	7
Une forêt vu sous l'angle unique de la production	7
Les mesures de protection et de défense des forêt contre les risques naturels	10
bilan	11
Le loup dans les Alpes	12
Eau et Énergie	14
Eau et changements climatiques.....	14
La Transition énergétique sujet transversal incontournable	15
Les territoires ruraux, des lieux de vie	16
Un constat partagé	16
Lien entre les mesures et l'environnement	16
Bilan	17
Conclusion de l'analyse du PDR PACA	18

LE SOUTIEN PEU AMBITIEUX A UNE AGRICULTURE RESPECTUEUSE DE L' ENVIRONNEMENT

UN SOUTIEN MAJEUR AUX PASTORALISMES DE MONTAGNE

L'élevage extensif qui caractérise le pastoralisme en PACA est sans conteste une agriculture plus respectueuse de l'environnement que les monocultures intensives de plaine. L'élevage de montagne permet l'entretien de milieux ouverts, la protection contre les incendies, la conservation d'un patrimoine paysager et la limitation de l'utilisation d'intrants. Lorsque le pastoralisme de montagne est conduit de manière durable, il est le garant de la préservation d'une biodiversité fragile et spécifique à la montagne, FNE PACA salue la reconnaissance faite par la Région à cette activité nécessaire bien que difficile.

Cependant le PDR PACA décrit le pastoralisme comme le principal vecteur de biodiversité en Région, voire le seul, il occulte presque totalement d'autres voies de préservation et de valorisation de la biodiversité. C'est donc d'après cette argumentation réductrice que le PDR PACA aide et protège massivement les éleveurs de montagne.

Les agriculteurs en zones de montagne sont prioritaires pour différentes mesures comme les mesures d'investissements physiques (M04) et la Dotation Jeunes Agriculteurs. Le PDR PACA a également ouvert des sous-mesures spécifiques à l'activité pastorale comme les M07.6.1 et M07.6.2 et permet l'ouverture et l'investissement important de la mesure M13 « Paiement en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou d'autres contraintes ».

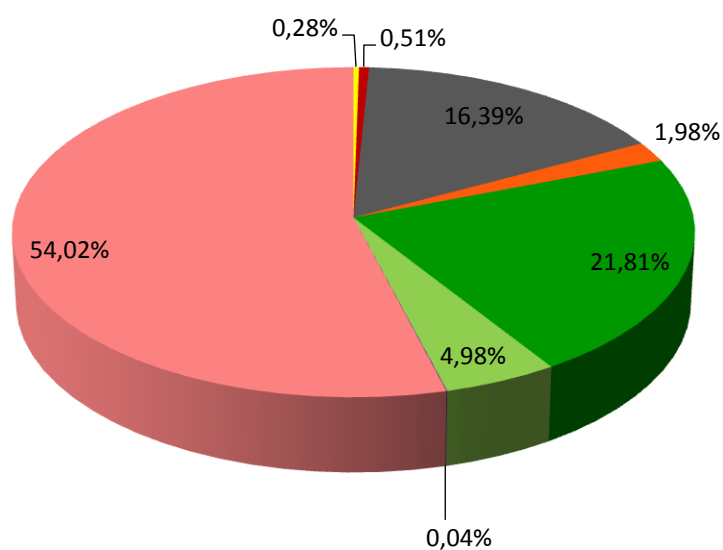
Cette aide aux zones défavorisées (ICHN), représente en effet **plus de 30% du budget du PDR PACA**. Dans le souci de prendre en compte la spécificité de l'activité très extensive du territoire, la Région a fait **baisser le taux chargement minimum** de 0,1 UGB/ha à 0,05 UGB/ha, ainsi la presque totalité des éleveurs peuvent bénéficier de l'aide. L'ICHN est, pour les mêmes raisons que le pastoralisme de montagne, défini comme une mesure permettant de répondre à la priorité 4 « restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie » soit les mesures de protection de l'environnement. Pourtant **aucun critère direct** de protection de l'environnement n'est présent dans cette mesure, pas d'état des lieux, de lignes directrices de paysages (haies, prairie fleuries,..), de suivi d'espèce,...etc. De plus, même si les exploitations à faibles taux de chargements touchent une plus grande aide, les élevages intensifs en zone défavorisées bénéficient également du taux minimum d'aide. Finalement plus de 50% du budget (voir graphique ci-dessous) de la priorité 4, est alloué à une mesure qu'une grande partie des acteurs, même hors ONG, s'accordent à dire qu'elle n'est pas une réelle mesure de protection de la biodiversité.

Nous tenons à noter que la mesure M07.6.2 « Aide aux équipements pastoraux collectifs et aux études pastorales » semble assez propice à la conservation des écosystèmes agropastoraux.

Pour conclure nous souhaitons rappeler que nous partageons la certitude que cette activité patrimoniale contribue effectivement aux richesses naturelles de nos paysages mais l'évolution des pratiques se faisant sous la pression d'un contexte économique durci, le pastoralisme doit tout de même respecter des préoccupations et des critères d'appréciation de la bonne conduite des troupeaux qui semblent se perdre. Si par nécessité ils intègrent à présent les changements bioclimatiques avérés (bouleversement phénologique de la végétation entraînant une diminution de la ressource) il conviendrait d'encourager l'utilisation des espaces pastoraux et les modes d'élevage

qui lui sont propres en résonnant en terme d'« objectif global de gestion » plutôt qu'en terme exclusif d'« herbe ressource » à exploiter de manière absolue. Que la biodiversité régionale ne peut être uniquement limitée au maintien de l'activité pastorale.

Financement Priorité 4



- M01 - Transfert de connaissances et actions d'information (article 14)
- M04 - Investissements physiques (article 17)
- M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (article 20)
- M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts
- M10 - Agroenvironnement - climat (article 28)
- M11 - Agriculture biologique (article 29)
- M12 - Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau (article 30)
- M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (article 31)

LE FAIBLE APPUI AUX CHANGEMENTS DE PRATIQUES

La Région PACA met en avant plus de 70% des fonds du PDR alloués aux enjeux environnementaux pourtant, comme évoqué précédemment, si l'on regarde de plus près cette part environnementale, on remarque l'importance considérable de l'ICHN. Comme l'a fait l'Autorité Environnementale, nous soulignons un **manque de visibilité sur les financements ciblés pour l'environnement**.

La Région PACA est très sensible aux effets des dérèglements climatiques notamment vis-à-vis des ressources naturelles et de la biodiversité et doit donc être d'autant plus proactive dans l'aide aux changements de pratiques. Dans le PDR PACA le besoin B7 « améliorer les pratiques agricoles pour préserver la biodiversité et les ressources » est identifié et la mesure 16 « Coopération » est ouverte. Cette mesure et ses différentes sous-mesures, comme la 16.1 qui cible la réflexion sur des innovations pour la production vers l'agro-écologie, sont intéressantes car dans une **dynamique de changement par la co-construction et l'innovation**. Cependant c'est une mesure qui s'inscrit dans le

temps et représente moins de 2% du budget total du PDRR. Même si elle est essentielle, elle devrait venir compléter des actions pilotes et motrices incluses dans les aides « classiques » permettant ainsi d'amorcer dès à présent le virage nécessaire. Ci-dessous quelques illustrations.

Pour commencer, prenons l'exemple de la mesure M04 d'« investissements physiques ». Nous déplorons l'aide à l'« investissement pour la rénovation des vergers » de la mesure M04.1 qui soutient **le maintien et l'expansion des vergers** en ne prenant en compte que l'adaptation au Marché et absolument pas celles du changement climatique. Ce type de mesure pourrait être le lieu d'une aide aux changements de pratiques et de variétés culturales, mais seul le critère « exploitation appartenant au réseau des fermes DEPHY (Ecophyto) ou engagée dans une certification environnementale reconnue par les Pouvoirs Publics (MAAF) ou dans une charte de production fruitière intégrée » prend en compte les impacts sur l'environnement. Alors que c'est clairement possible comme l'indique la sous-mesure M04.1 « Modernisation des serres et des équipements dans le secteur maraîcher et horticole » où nous relevons un **soutien tangible à l'innovation** vers une gestion collective moins impactante sur l'environnement.

En ce qui concerne les Mesures Agro-environnementales et climatiques (MAEC), FNE PACA regrette que, hormis le zonage, **aucune de ces mesures n'ait été adaptée aux territoires PACA**. Il existe pourtant de nombreuses spécificités à notre Région. Pour exemple, PACA est particulièrement sensible à la pollution atmosphérique et la qualité de l'air y constitue une problématique majeure. C'est l'une des régions françaises les plus émettrices en dioxyde de soufre (SO₂), oxydes d'azote (NO_x) et composés organiques volatils (COV) et elle comporte un quart des zones nationales ne respectant pas les normes européennes relatives aux particules fines. L'objectif régional vise une baisse de 30% des émissions de PM_{2,5} d'ici 2015 et de 40% des émissions de NO_x d'ici 2020, par rapport à l'année 2007. Il aurait été donc judicieux d'ajuster l'ouverture de la mesure « OUVERT_03 - EU Brûlage ou écobuage dirigé » aux spécificités de notre territoire.

La Région PACA est caractérisée par de petites exploitations (36,3ha de SAU contre 53ha pour la moyenne Nationale) ce qui est en général favorable à la diminution de l'impact environnemental. C'est pourquoi nous trouvons intéressant de lire dans le PDRR une « Aide au démarrage pour les petites exploitations » (M06). Mais nous tenons à souligner qu'ici encore c'est une occasion manquée d'un appui aux changements, la Région aurait en effet pu inclure des critères environnementaux à ces démarrages comme elle l'a fait pour la DJA.

Nous tenons à saluer les différents plans de formations comme appui aux changements de pratiques.

LES AIDES A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

La Région PACA est la première Région BIO de France avec 14% de sa SAU en agriculture Biologique et le PDR annonce un objectif de 30% de cette SAU pour 2020. Les Agriculteurs bio sont soutenus directement au niveau de la mesure M11 et indirectement via la priorisation/ bonification des mesures M01.1 « Formation et acquisition de connaissances », M04 « investissements physiques », les mesures 16.1 « Mise en place et fonctionnement des groupes opérationnels du PEI » et 16.4 « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits d'approvisionnement courts ».

Pourtant l'aide directe de 27 millions d'Euros (un peu plus de 3% du budget total du PDRR) pour 5 ans, et non renouvelable, ne semble pas assez conséquente, très mal répartie et plutôt décourageante. En effet à peine 5 millions sont alloués au maintien de l'Agriculture Biologique. Cette

aide est limitée en PACA à 5 ans après conversion et uniquement dans les zones de captage prioritaire au sens du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Ce soutien qui est donc **très orienté vers la conversion** est presque unique au regard des programmations des autres Régions françaises.

Pourtant, au-delà de la conversion, le Bio suscite, comme toutes les autres spéculations agricoles, la voracité des marchés et de la grande distribution. Nous devons collectivement être cohérents. Si l'agriculture bio constitue bien un progrès pour la santé humaine, pour la biodiversité, pour les sols et l'eau, alors il faut choisir résolument cette direction. Dans un contexte de budget en diminution, il semble logique de chercher à définir des critères de priorisation. Et la protection des secteurs servant à la production d'eau potable paraît une piste intéressante. Cependant, nous entrevoyons les difficultés ou **effets contre-productifs qui pourront découler d'un cantonnement des aides aux seules exploitations situées sur les aires d'alimentation des captages prioritaires** :

- La détermination des bassins d'alimentation de captage présente de ce fait encore quelques difficultés selon les territoires. Et si prioriser signifie que d'autres territoires seront exclus des aides, cela signifiera aussi qu'on n'aura pas pris en compte ces échanges, que les contaminations pourront se poursuivre par des chemins que nous ignorons encore.
- Les aires rapprochées d'alimentation de captage sont déjà concernées par une contrainte "zéro pesticides", donnant ainsi d'emblée une préférence à une exploitation en bio. Mais il faut également que le terrain, sa valeur agronomique, la disponibilité en eau pour l'agriculture s'y prête.
- Les exploitants en bio devront être justement situés en aire d'alimentation de captage, et nous craignons une perte en temps - énergie - études, alors que d'autres agriculteurs, eux aussi, auraient eu besoin d'aides pour maintenir voire étendre, des productions difficiles, comme les fruits et légumes.

Ce n'est donc pas ainsi que des vocations vers l'agriculture biologique seront créées et que les agriculteurs qui ont fait le choix de la difficulté, pour le bénéfice des milieux et de la santé des populations seront correctement soutenus.

C'est bien de façon globale, dans une réflexion à la fois environnementale, mais aussi économique et sociale que les stratégies et les actions doivent être définies. La problématique Eau doit ainsi être un enjeu, important, de la réflexion, mais pas le seul.

Nous tenons également à mettre en lumière que certaines mesures MAEC PHYTO sont mieux rémunérées que le maintien en Agriculture Biologique ce qui montre certaines incohérences de l'objectif environnemental du PDRR.

Ce nouveau contexte nous semble donc beaucoup moins favorable à l'agriculture biologique que précédemment, plutôt contradictoire avec le programme Ambition bio 2017 et ne permettant pas le développement et la diversification des productions issues de l'agriculture biologique.

BILAN

La montagne représente 65% du territoire en PACA, le soutien aux activités moins productives de ces terres fragiles, très contraintes et souvent pauvres est essentiel et bien appréhendé par le PDR. Nous regrettons malheureusement que cette aide soit l'unique voie choisie par la Région pour préserver et valoriser la biodiversité riche et importante de nos montagnes, voire du territoire entier.

Le PDR PACA n'utilise pas réellement les aides « classiques » pour insuffler un soutien aux changements et permettre ainsi aux agriculteurs de développer des techniques plus respectueuses de l'environnement.

L'enveloppe délivrée à l'agriculture biologique et le zonage de l'aide au maintien n'offre pas des conditions optimales pour le développement d'un mode de production sain pour les hommes et les milieux, la poursuite progressive des conversions et de l'augmentation de surface, la reconnaissance des services agro-environnementaux et sociétaux rendus par les agriculteurs biologiques, les moindres besoins (et donc les moindres coûts) des actions de restauration / reconquête de milieux, de la qualité d'eau, de traitement...etc

LA MULTIFONCTIONNALITE DE LA FORET OUBLIEE

Le soutien à la sylviculture en PACA est l'un des deux objectifs stratégiques qu'a sélectionnés la Région PACA pour son PDR. Une gestion durable et responsable de la forêt en PACA est en effet un enjeu de taille et d'avenir. L'ensemble des pays de l'Arc alpin dont la France sont signataires de la Convention alpine qui s'articule sur un certain nombre de protocoles dont celui de la forêt, celui de l'eau, celui de la biodiversité, etc.... Les mesures de gestion forestière devraient prendre en compte de manière croisée et simultanée les termes prescrits. Bien que la multifonctionnalité de la forêt soit citée dans les forces de la Région, les mesures prises dans le PDR ne répondent que partiellement à la problématique d'une gestion prenant en compte cette multifonctionnalité.

UNE FORET VUE SOUS L'ANGLE UNIQUE DE LA PRODUCTION

La Région PACA, à l'image du territoire national et de la tendance mondiale est le théâtre d'une **industrialisation croissante** de la gestion des forêts surtout depuis l'apparition des nouvelles **mégacentrales à biomasse**. Cette pression généralisée sur la forêt mondiale tend à augmenter créant ainsi un véritable climat de « guerre du bois ». Une conception de la gestion forestière vue par l'angle unique de la production est une erreur, les services écosystémiques que produit une forêt gérée durablement sont multiples et importants : rôle social d'un milieu partagé, rôle de protection des espèces, rôle de préservation de la biodiversité, rôle de régulation des précipitations, du climat, du régime des eaux et de la protection des sols, rôle de stockage à long terme de carbone, etc....

Il est regrettable que le choix de l'ouverture des différentes mesures du PDR PACA soit justifié par un certain nombre d'assertions telles que, celles de la forêt-gisement sous-exploitée, de la forêt-orpheline abandonnée du développement économique, de la forêt-écosystème abandonnée donc menacée par l'incendie, et de la forêt-menaçante car responsable de la fermeture des paysages. Même si nous ne rentrons pas dans un débat de chiffres, une discussion plus poussée pourrait avoir lieu sur le volume de récolte annuelle indiqué en PACA. FNE PACA souhaite en effet nuancer ces

propos largement relayés, les chiffres indiqués de 0,6Mm³ à 0,7Mm³ correspondent à ce qui est déclaré par les exploitants forestiers. Il s'agit d'une déclaration volontaire dans le cadre de l'enquête annuelle de branche AGRESTE. Il ne prend pas en compte l'autoconsommation estimée à 50% supplémentaire des volumes déclarés, surtout pour le chauffage domestique, ni les pertes d'exploitations (estimées à 10% des volumes récoltés). Dans une situation non stationnaire comme l'est la forêt française, on ne peut pas simplement considérer que production- prélèvement- mortalité = volume disponible supplémentaire, sans oublier les problèmes d'accès à certains peuplements ou le morcellement de la propriété privée [IF n°28]. Dans cette opposition de chiffres approximatifs, on peut avec tout autant d'autorité multiplier la récolte déclarée par 1,6 pour obtenir un chiffre plus réaliste de la récolte annuelle réelle, soit une récolte réelle en PACA qui pourrait être comprise entre 0,96Mm³/an et 1,12Mm³/an. Pourtant ce sont sur ces affirmations qui ne laissent pas de place aux doutes que la Région a construit son volet forêt du PDR.

La protection de l'environnement reléguée au dernier plan

Les tendances du PDR PACA sont à l'amélioration de la desserte de l'espace forestier dans le but de faciliter l'extraction du bois « dessertes forestières dont la faiblesse du réseau actuel limite la mobilisation de bois, au renouvellement des équipements des exploitations forestières pour accroître leur productivité, et à la reconstitution de peuplements sinistrés. Ce développement de l'extraction du bois est décrit comme se préoccupant de l'environnement forestier : « Le programme soutiendra la protection des sites Natura 2000 à travers des actions identifiées dans le cadre d'actions prioritaires Natura 2000 pour la France (20 projets d'études et de gestion des sites). Environ 13 millions € d'investissements seront consacrés aux actions de prévention pour la protection de la forêt ».

FNE PACA souligne une volonté de prise en compte de la biodiversité et d'une stratégie locale plus affichée dans le soutien aux dessertes forestières (M04 .3) à travers les critères de sélection et les priorisations. Cependant nous avons le sentiment que les mesures forêt sont exclusivement ciblées autour de la productivité des filières (agricoles et forestières) en dotant de moyens les méthodes d'exploitation sous couvert d'accessibilité et de prévention (cf partie risque d'incendie). Mais nous ne lisons aucune mesure **concrète** sur la préservation de l'écosystème et des espèces notamment en terme de biodiversité. Seule la mesure M08.4 parle de repeuplement forestier mais simplement dans le cas de catastrophes naturelles. Les seuls garde-fous du PDR sont les plans simples de gestion qui ne suffisent malheureusement pas à garantir la protection contre l'industrialisation des forêts. De plus dans la mesure M08.6 « Aide à l'équipement et à la modernisation des entreprises sylvicoles et d'exploitation forestière », nous pouvons lire que les coûts admissibles d'achat du matériel destiné à **la mobilisation des rémanents** est inscrit, alors qu'aucune prescription n'est indiquée. Les rémanents sont très importants pour le fonctionnement du sol, leur mobilisation sans gestion particulière est donc néfaste à un bon entretien des sols et donc des fonctionnalités de la forêt.

Il est nécessaire de rappeler que la forêt est avant toute chose un ensemble d'écosystèmes forestiers qui fonctionnent en symbiose, et qu'il convient de s'assurer que les projets en garantissent le maintien et le renforcement.

Une pression importante des mégacentrales à biomasse

Enfin, FNE PACA ne partage pas l'avis du PDR PACA sur les deux centrales à Biomasse de Gardanne et de Brignoles qu'il qualifie d'opportunité. Bien au contraire, ces deux projets démesurés seraient plus à même d'être classés comme menace dans l'analyse AFOM.

En plus de l'utilisation d'une ressource renouvelable, l'un des arguments régulièrement avancés, est que ces centrales à biomasse émettent beaucoup moins de gaz à effet de serre que les centrales à charbon. **Le rendement de ces deux unités ne sera pourtant que de 30% à 40%** et depuis quelques mois, de plus en plus de rapports et d'études (l'Agence de l'Environnement américain ou le Ministère britannique du Climat) démontrent que sur une période d'environ 40 ans, les émissions seront de deux à quatre fois supérieures à celles de centrales à charbon[« *White House rejects biomass as carbon neutral* », Robert Walton Utility Dive, July 2, 2015]. Il est important de rappeler que brûler du bois à grande échelle est polluant par la libération de particules fines et de poussières.

Ce genre d'initiatives va à l'encontre des années d'efforts de politiques locales pour favoriser les filières de proximités (gestion, approvisionnement, chaufferie), de plus des usines comme celle de Tarascon augmentent leurs importations et tout cela avant même que les centrales soient officiellement en activité. Pour finir le plan d'approvisionnement de 400km n'étant pas suffisant, des pays comme le Canada ou les Etats-Unis exploitant leur forêt de manière toujours plus intensive pour alimenter ces centrales comme c'est déjà le cas pour celles du Royaume uni.

Nous saluons tout de même le souhait de la Région d'encadrer à travers la mesure M08.6 l'aide aux entreprises pour favoriser les petites filières locales de préférence de qualité. Nous pouvons en effet lire que « L'aide est destinée aux PME / coopératives de moins de 30 salariés (30 ETP) dont le Chiffre d'affaires annuel n'excède pas les 4 millions € sur les 2 derniers exercices)[...]les investissements visant à l'utilisation du bois comme matière première ou source énergétique sont limités à toutes les opérations d'exploitation qui précèdent la transformation industrielle (leur volume ne doit pas excéder 10 000 m³ par an de bois rond). Cet encadrement reste tout de même très fragile sur le plan environnemental et tourné essentiellement vers la productivité.

FNE PACA **réaffirme sa position sur l'importance de privilégier les circuits courts d'approvisionnements et sur les usages prioritaires du bois**: bois d'œuvre, puis bois d'industrie et en dernier lieu bois énergie. Nous préconisons également que les projets régionaux ne doivent pas être établis s'ils vont à l'encontre de l'intérêt général de la population de la Région dans son ensemble.

Pour finir, le PDRR déplore le manque de mobilisation du bois pour la construction durable dans son analyse AFOM malgré quelques mentions aux filières de qualité comme « Bois des Alpes » dans certains critères de sélection, la filière bois de construction n'est pas assez mise en avant ni par le conditionnement des aides ni par l'ouverture de mesures spécifiques. Pourtant cette forme de valorisation du bois est aussi intéressante économiquement que pour la séquestration du carbone. Il aurait pu être intéressant d'orienter le soutien aux industries du bois (M08.6) vers les filières de bois d'œuvre. Le mélèze, essence quasi exclusive des Alpes du Sud et qui est reconnu pour ses propriétés durables malgré une mise en œuvre plus difficile aurait alors pu être mis en valeur.

La multifonctionnalité de la forêt est donc un sujet que la Région affiche comme à traiter ultérieurement à l'image de l'ouverture de la mesure M16.7.2 « stratégie locales de développement pour la gestion de la forêt ». C'est finalement dans le souhait qu'affiche cette mesure de recherche d'innovation que FNE PACA retrouve sa logique défendu dans son avis sur le PDRR de 2014.

LES MESURES DE PROTECTION ET DE DEFENSE DES FORET CONTRE LES RISQUES NATURELS

Les mesures de prévention contre les risques incendies et autres catastrophes naturelles sont essentielles à la protection des populations et à la conservation de la biodiversité notamment des milieux fragiles. Cependant nous tenons à alerter sur le manque de garde-fous environnementaux des différentes mesures ouvertes dans ce sens.

Les mesures M08.3 « Soutien à la préservation et réparation des dommages causés aux forêts » et M08.4 « Reconstitution des peuplements forestiers » sont ouvertes dans le but de la protection des forêts face aux catastrophes naturelles. Ce sont aussi les seules mesures forêt qui sont décrites par le PDR comme permettant la préservation de la biodiversité.

Au sujet des mesures de défense de forêt contre les incendies (DFCI), **la Cour des Comptes Européennes avait déjà alerté la France** à ce sujet en 2015 dans un rapport spécial : « Les mesures de prévention n'étaient pas suffisamment ciblées. La Cour a observé que si la mesure 226 vise les forêts présentant un risque moyen à élevé d'incendie, il n'existe ni définition ni critères communs au niveau de l'UE pour les recenser. Les procédures de sélection appliquées par les États membres présentaient des lacunes à différents égards, comme l'inexistence de critères de sélection explicites, l'absence d'évaluation efficace des actions proposées ou le fait de ne pas tenir compte de certaines zones à risque. Les objectifs environnementaux n'étaient pas suffisamment prioritaires au stade de la sélection et étaient parfois ignorés lors de la mise en œuvre. [...]La Cour a également mis au jour des cas de routes forestières qui étaient utilisées pour l'exploitation économique des forêts et dont l'utilité particulière sur le plan de la prévention des incendies n'était pas démontrée. La forte densité des routes construites pourrait également avoir une incidence néfaste sur l'environnement».

Toutes ces inquiétudes et points de vigilances sont encore d'actualité dans le PDR PACA, c'est pourquoi nous recommandons :

- Au niveau de chaque projet :
 - Une étude doit rendre compte de l'utilité du projet dans la lutte contre l'incendie. L'analyse du risque incendie doit être affinée pour chaque projet et non plus au niveau de la commune.
 - Une étude d'impact des équipements prévus. Il faut souligner que cette étude (bénéficiant du taux de subvention des DFCI) n'est pas obligatoirement très coûteuse et que tous les lieux ne présentent pas des enjeux en termes de biodiversité)
- Au niveau du PDPFCI (Plan Départemental de Protection Contre l'Incendie) :
 - Mise en place d'une **réelle concertation** : le groupe de travail chargé de la préparation du PDPFCI doit comporter une association de défense de l'environnement, un représentant des animateurs Natura 2000 et un naturaliste.
 - Définition des modalités d'inscription des projets au PDPFCI
 - Etude du risque incendie et de l'utilité DFCI. En effet les communes classées en risques forts d'incendies, le sont à une trop grande échelle, il n'y a pas de distinction intra- communale alors qu'une pinède à l'adret ne devrait pas être logée à la même

enseigne qu'une zone humide. Le risque fort devrait donc être prouvé sur le tracé envisagé.

- Inventaires et étude d'impact obligatoires sachant qu'une réponse par les mesures compensatoires n'est pas forcément satisfaisante.
 - Un protocole officiel pour chaque type de travaux (piste, bandes de sécurité, débroussaillage.....)
 - Mise en place d'un contrôle du respect des règles d'inscription, du cahier des charges et de l'utilisation. Ces tracés DFCI, **multifonctionnels après réalisation**, sont créés sous couvert de la mesure pistes « à vocation » DFCI car c'est une procédure non régie par le Code Forestier et sans inscription légale donc beaucoup plus légère que les pistes forestières et les pistes DFCI et bien mieux subventionnée (80% contre 50% pour une piste forestière). Et il n'y a pas assez de personnel pour contrôler l'usage de ces pistes après réalisation.
- Plus généralement :
 - Amélioration du fonctionnement de la CRFPF : organisation de réunions et mise à disposition des documents complets assez longtemps en avance
 - Reconnaissance de l'« intérêt général » des critères environnementaux au même titre que la protection contre les incendies

BILAN

Finalement aucune des sous-mesures de la M08 ne traite de la protection des forêts et de la garantie du maintien de sa multifonctionnalité. Orienter la gestion de la forêt **vers une gestion productiviste** aura des conséquences négatives sur la biodiversité, l'environnement, le paysage. Raccourcir les rotations, substituer des essences feuillues par des essences résineuses qui poussent plus vite, procéder par vastes coupes rases suivies de plantations, ne remettent pas en cause le principe législatif de gestion durable des forêts puisqu'il n'y aura pas de déforestation à proprement parler, mais concourent à créer des **espaces forestiers artificiels** qui ne seront finalement que des champs de bois. Une forêt n'est pas qu'un nombre d'arbres par surface, l'ambiance forestière, la biodiversité forestière et toutes les aménités non marchandes et non rémunératrices portées par les forêts sont menacées par ce modèle de gestion forestière intensive. Le besoin B8 du PDRR mentionne la nécessité de la « préservation et mobilisation des ressources en bois » que nous partageons, pourtant aucune mesure, ni aucun critère de préservation réelle ne sont présentes. La forêt en tant que maintien du sol, facteur de fertilité, réservoir d'eau et de biodiversité, et stock de CO2 est totalement mise de côté pour une forêt de production intensive. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de déforestation par la surface au sol qu'il n'existe pas d'érosion de toutes les autres fonctions d'une forêt gérée durablement.

La résistance aux évolutions climatiques est bien meilleure dans une forêt diversifiée et continue que dans une monoculture d'arbres génétiquement sélectionnés pour leur forte croissance, car la forêt est le fait de multiples interactions entre espèces et classes d'âges, y compris la diversité de

l'écosystème comme des réseaux mycologiques ou biologiques présents dans l'humus. Elle ne se résume pas à la résistance individuelle de l'arbre planté.

Nous souhaitons également mettre en évidence le manque de visibilité de la cohérence qu'il doit y avoir avec les 8 pistes d'action du SRCE PACA : démarches d'exploitation et gestion durable pour la biodiversité en milieu forestier, développer les outils de connaissance de la richesse intraforestière, développer une filière bois cohérente entre les objectifs de la transition énergétique et écologique, trame fonctionnelle de vieux bois et de biodiversité intraforestière par la connaissance et la reconnaissance des trames écologiques de vieux bois, bois morts et zones humides.

Ainsi, le PDR PACA devrait encourager une gestion forestière globale qui, de manière significative, à l'instar de la Suède, prenne en compte, dans ses objectifs, la préservation et la restauration des communautés vivantes liées au « bois mort », et sur la base d'objectifs chiffrés ambitieux.

Ces dispositions devraient :

- Reconnaître, en tant que préalable à tout projet de gestion novatrice en faveur de la biodiversité, les actions de sensibilisation et de formation appropriée des acteurs (collectivités territoriales, propriétaires privés, forestiers...) et d'éducation du public local.
- S'assurer du caractère partenarial de tels projets ; intégrer les termes de certification PEFC et FSC dans les en veillant à leur évolution rapide vers la prise en compte significative de la problématique du bois mort assujettie à des objectifs chiffrés ambitieux impliquant la révision des instructions ONF régionales.
- **Reconnaître l'Arc alpin comme territoire d'action prioritaire** en faveur de son écosystème forestier au vu de son potentiel et des enjeux qui le caractérisent, et en référence au Protocole forêt de la Convention Alpine. Ouvrir pour ce faire l'élaboration des futurs PDR aux chercheurs, aux ONG, aux citoyens.

Ainsi, FNE déplore que **l'agroforesterie** ainsi que la gestion globale intégrant la création **d'îlots de sénescence** soient totalement absente du PDR PACA alors que ces deux types de pratiques allient productivité et préservation de l'environnement tout en participant à l'élaboration d'une TVB (Trame Verte et Bleue).

LE LOUP DANS LES ALPES

La Région PACA est un « hot spot » mondial de la Biodiversité. Le besoin B7 du PDRR rappelle l'importance du « maintien de la richesse du patrimoine naturel et le frein à la dégradation de la biodiversité ».

L'importance des surfaces fourragères en bio ou en conversion démontre une typologie spécifique d'une part importante des exploitations agricoles en PACA. Les caractéristiques géographiques ayant pour une grande part déterminé une forme d'exploitation particulièrement peu impactante (gestion extensive). La prépondérance d'une agriculture d'élevage traditionnelle très contrainte par les conditions naturelles, peu mécanisable et de productivité modeste ayant évité le recours massif aux intrants (onéreux) et limité les possibilités d'évolutions vers la monoculture. Ces limites "naturelles" aux possibilités de développement d'une agriculture intensive ou à forte technologie sont à la base de la préservation et du développement d'une biodiversité remarquable, favorisée par les caractéristiques du relief et du climat diversement mixées.

Cependant, comme évoqué précédemment, FNE PACA déplore une trop grande tendance à désigner l'activité agricole comme facteur exclusif de protection de la biodiversité régionale. Celle-ci est tellement poussée que, le **loup, nouvelle contrainte au pastoralisme, est qualifié de « risque naturel » et de « menace pour la biodiversité » dans le PDR**. La fonction d'un grand prédateur dans l'écosystème est donc totalement oubliée ainsi que la possibilité d'une cohabitation que nous défendons. Les « mesures grands prédateurs » sont formulées au niveau national mais des ajustements et adaptations nécessaires et très attendues auraient pu être amenés dans le plan régional.

Le loup reste en France une espèce vulnérable, aux effectifs en baisse (estimation moyenne de 282 loups début 2015 contre 301 début 2014). Plus de la moitié de l'aire de répartition de l'espèce présente des densités faibles voire seulement des individus isolés. Tant que l'existence d'un certain nombre de noyaux de reproduction n'est pas rendue pérenne, nous pouvons considérer que l'état de conservation du loup n'est pas satisfaisant. Le loup, au sommet de la chaîne trophique joue un rôle important sur l'évolution forestière en limitant les dégâts des cerfs, chevreuils, sangliers ou chamois. Il joue également un rôle majeur dans la restauration des écosystèmes. Nous pouvons également imaginer que cette espèce emblématique puisse être un atout de **l'éco-tourisme désaisonnalisé** comme c'est le cas en Espagne et en Italie.

Le loup est un animal intelligent qui évolue en permanence demandant alors un **effort important de la part de l'éleveur** dans le contexte français où la profession n'est plus habituée techniquement et psychologiquement aux attaques de grands prédateurs. Il existe malheureusement de plus en plus de cas où les éleveurs et/ou bergers salariés ne veulent plus monter en alpages augmentant alors la précarité du métier. Dès qu'une faille dans la protection des troupeaux existe, le loup peut s'y engouffrer et de plus en plus de témoignages d'attaques diurnes renforcent la pression de prédation. Nous insistons sur le fait que **l'efficacité doit être renforcée et que de nouvelles solutions doivent être trouvées** pour réussir une réelle cohabitation. Pour cela l'Évaluation, la Recherche et l'Innovation sont primordiales. **Un travail de Recherche et d'Innovation est absolument nécessaire soit pour améliorer les mesures existantes soit pour diversifier l'offre.**

En France comme dans les autres pays européens, **les chiens de protection** sont jugés comme le meilleur système de protection existant. La consommation aveugle des espaces pastoraux par le monde des loisirs a généré des **conflits d'usage** qui se sont durcis avec le retour des chiens de protection. A l'instar des préconisations du Protocole agriculture de la Convention alpine, il convient d'adopter des mesures d'information, de sensibilisation et d'éducation pour favoriser des formes de promotion de l'agropastoralisme et de l'agriculture durables auprès des populations et susciter l'intérêt des citoyens pour ces activités rendant possible la multifonctionnalité des espaces et la cohabitation entre les usagers. **Une meilleure diffusion** quant à l'usage et à la maîtrise confirmée du chien de protection reste également à développer autant qu'une recherche sur les conditions de son efficacité optimale. Ces nouveaux modes de communication et de sensibilisation auraient très bien pu trouver leur place dans l'écriture du PDR PACA.

Une réponse à ces objectifs aurait du trouver leur place dans la rédaction du PDR PACA en tant qu'adaptation des mesures Grands prédateurs et permettre ainsi l'avancée vers une réelle cohabitation entre l'espèce et le pastoralisme traditionnel.

EAU ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La Région PACA est historiquement un territoire qui s'appuie sur l'irrigation en agriculture. Un tiers des prélèvements d'eau pour l'irrigation provient déjà de ressource non sécurisée et l'analyse AFOM dépeint la très **forte dépendance à l'irrigation** comme une faiblesse.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, nous déplorons la faible ambition des mesures qui ne permettent pas des changements de pratiques agricoles nécessaires face aux changements climatiques et à la bonne qualité des milieux naturels.

La rénovation des systèmes d'irrigation, révélée par le besoin B9, est une mesure importante et nécessaire pour l'économie de la ressource en eau et nous apprécions que du financement conséquent soit alloué pour cela. Cependant il n'est pas satisfaisant pour nous que la réponse de la Région PACA face aux dérèglements climatiques soit l'appui et le soutien financier à l'expansion des zones irrigables. Même si une économie d'eau est envisagée (« d'un minimum demandé compris entre 5 % et 25 % ») grâce aux travaux de rénovation, les prévisions de la raréfaction de la ressource et de l'intensification des épisodes de sécheresse ne permettent pas de soutenir le modèle d'irrigation massif actuel et encore moins une augmentation significative du prélèvement. Les mesures M04.3 « Modernisation des infrastructures hydrauliques agricoles et retenues de substitutions » ; « Développement de nouveaux réseaux d'irrigations agricoles » ; M07.4 « Modernisation des réseaux hydrauliques et retenues de substitution » ne nous semblent donc **pas cohérentes et appropriées face aux réalités actuelles et futures** puisqu'elles permettent toutes l'expansion des surfaces irrigables et selon certains critères (SDAGE et études d'impacts) « une augmentation nette de la zone irriguée ayant une incidence sur une masse donnée d'eau souterraine ou superficielle ».

Excepté dans la sous-mesure 16.5 « Opérations coopératives d'amélioration d'utilisation de la ressource en eau et des modes de gouvernance » qui reprend la plupart de notre contribution de 2014, il n'y a pas de soutien à l'adaptation des cultures aux changements climatiques. Pour exemple, la mesure M04.1 « investissement pour la rénovation des vergers » citée précédemment incite à développer sans condition environnementale de gestion culturelle alors que c'est une culture gourmande en eau et en intrants. Le PDR PACA aurait pu être le lieu d'un soutien à l'utilisation de semences moins gourmandes en eau, aux pratiques permettant l'économie d'eau, et pourquoi pas à l'image du soutien à la conversion à l'agriculture Biologique, une aide à la conversion vers des systèmes adaptés aux changements climatiques, économique, intéressante plutôt qu'une large ouverture à l'irrigation des cultures devenues sensibles au climat.

Pour finir, les conflits liés à l'usage de l'eau ne feront qu'augmenter, c'est pourquoi nous pensons que la solution de « sécurisation de la ressource par la création de retenue collinaire » n'est pas une réponse satisfaisante. Tout d'abord d'un point de vue environnemental, ce type d'installation peut avoir des conséquences néfastes sur le ou les écosystèmes du cours d'eau et de l'environnement proche. Ensuite, d'un point de vue gouvernance, la gestion d'une telle structure n'est souvent pas très équitable malgré son utilisation et son importance pour les différents usagers.

LA TRANSITION ENERGETIQUE SUJET TRANSVERSAL INCONTOURNABLE

La transition énergétique a été globalement bien prise en compte. Le PDRR incite dans les mesures d'investissement M04.1, à la rénovation énergétique des bâtiments et des serres permettant d'inclure la **sobriété énergétique comme maillon incontournable face au dérèglement climatique**. Le besoin B14 « Améliorer l'impact de l'agriculture sur le changement climatique » met en avant cette problématique par la Région.

La méthanisation nous semble être assez bien cadrée pour permettre la valorisation de déchets locaux. On peut en effet lire dans les conditions d'admissibilité « pour la méthanisation, les projets éligibles aux aides à l'investissement sont uniquement ceux visant l'autoconsommation et non la revente d'électricité (c'est à dire ne permettant pas au bénéficiaire de produire plus que ce qu'il consomme sur l'exploitation) ». Il faut cependant rester vigilant à l'appropriation de tels projets à des dimensions supra locales qui détournerait le caractère valorisation à celui de production pure et donc à des incohérences totale comme une production alimentaire détournée.

En effet, la méthanisation n'est **qu'une part du mix énergétique** et ne doit pas avoir recours à des cultures dédiées, ce qui engendrerait un changement d'affectation des sols. Il est également primordial de retourner des digestats de bonne qualité n'appauvrissant pas les sols. Ils doivent être utilisés à proximité car leur exportation sur de longues distances serait un non-sens agronomique et énergétique[Position FNE].

De même, le cadre inscrit dans le PDRR pour **la production d'électricité photovoltaïque** par les agriculteurs nous apparaît pertinent. En effet la production d'énergie renouvelable peut prendre une part significative du revenu de l'exploitant et entraîner une perte de l'activité agricole c'est pourquoi la condition d'admissibilité du PDRR « les installations de production d'énergie renouvelable ne peuvent bénéficier d'une aide que si leur capacité de production n'est pas supérieure à l'équivalent de la consommation annuelle moyenne combinée d'énergie thermique et d'électricité dans l'exploitation agricole. Cette condition doit être vérifiée sur la base du diagnostic préalable » est importante.

Cependant, le PDR PACA **omet totalement le potentiel de production de l'éolien**. Il n'est d'ailleurs jamais cité dans le document alors que la Région PACA possède un potentiel énorme de développement de ce type d'énergie renouvelable. Dans le SRCAE, la Région s'est d'ailleurs donné comme objectif de passer de 45MW à 545MW en 2020. FNE PACA s'étonne donc que le PDRR n'inscrive pas le développement de ce type de production, la plus faiblement impactante d'un point de vue surface et activité agricole.

Pour finir, en PACA 1/3 des agriculteurs valorisent des **produits en circuits courts** grâce au bassin de consommation important, de plus en plus demandeur d'une filière locale et bio. Ce constat encourageant ne doit pas être une finalité et FNE PACA salue une volonté affirmée de la Région de structurer, développer et pérenniser cette distribution locale de qualité par :

- L'écriture du Besoin B5 « Structuration des filières et valorisation des produits agricoles en aval »
- Le soutien à la transformation à la ferme à travers la sous mesure 4.1« modernisation des exploitations d'élevage »

- La sous-mesure M04.2 « Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles »
- La sous-mesure M16.4 « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits d’approvisionnement courts » avec une priorisation à l’agriculture Biologique et un périmètre maximum défini entre 75 et 150km suivant la zone.

LES TERRITOIRES RURAUX, DES LIEUX DE VIE

UN CONSTAT PARTAGE

En 10 ans la Région PACA a vu disparaître plus de 12% de SAU, l’étalement urbain et la pression touristique en étant la principale cause.

FNE PACA partage l’introduction dans l’analyse AFOM qui fait ressortir :

- L’insuffisance des infrastructures tant en terme de transport et de desserte collective.
- L’insuffisance des TIC à disposition pour le secteur privé et professionnel.
- Une insuffisance de l’ensemble des services privés ou publics nuit aux habitants et à l’accueil touristique.
- L’hébergement est insuffisamment adapté en qualité et confort tout comme en services et prestations pour satisfaire la demande de la clientèle
- L’insuffisance de lits disponibles persiste surtout pour les hébergements collectifs (centre de vacances, hôtellerie classique).

Cela pénalise la réelle attractivité des milieux ruraux qui ont su construire bien souvent une offre diversifiée et attractive soutenue par une vraie capacité d’initiative. Le besoin B11 du PDRR relève l’importance de la diversification des activités agricoles, mais il est dommageable que **l’unique** réponse de la Région, traduite dans la mesure M06.4 « Aide aux investissements dans la création et le développement d’activités non agricoles » soit le tourisme. D’autant plus, que ce besoin de développement touristique déclaré, est suivi d’un soutien à l’augmentation de l’offre d’hébergement sans conditions de préservation du foncier bien que cela soit inscrit dans les besoins B10 et B4. Il existe une réelle fragilité de l’équilibre dans l’agritourisme et les impacts potentiels des choix à venir en matière d’agriculture et de développement touristique pourraient produire des conflits d’usage par exemple les risques liés au partage de la ressource en eau et à son utilisation.

LIEN ENTRE LES MESURES ET L’ENVIRONNEMENT

Dans la rubrique « critères de sélection » pour sélectionner et classer les projets, tant pour la mesure M06 que pour la mesure M07, le critère « potentiel fiscal par habitant » n’est pas assez précisé. En effet il n’est pas indiqué s’il doit être fort ou faible pour valoriser un dossier alors que c’est le second critère par ordre d’importance.

De plus dans le paragraphe « mesures d’atténuation », la conditionnalité, assez secondaire, liée à « l’évaluation de l’impact sur l’environnement lorsque les investissements sont susceptibles d’avoir des effets négatifs sur l’environnement cela se vérifie en appliquant la réglementation nationale »

ne donne pas la référence à cette réglementation, alors qu'elle n'est pas dans le cadre national du PDR. Une nouvelle fois, nous déplorons le manque de lisibilité du PDR PACA.

L'environnement est finalement **très peu mentionné** dans l'ensemble de ces mesures que cela soit de manière directe (la mesure concerne un élément naturel) ou indirecte (on ne demande pas des études d'impact et/ou de qualité environnementale) comme élément d'acceptation du projet.

Seul le paragraphe peu lisible cité ci-dessus évoque la notion d'étude d'impact. Pour les six autres critères de hiérarchisation des dossiers pour obtention de fonds **aucun ne concerne la portée environnementale, seul la portée économique est prise en compte.**

Même si des intitulés de paragraphe envisagent « sites naturels », « paysage à forte valeur » le descriptif des projets à valider concerne la Rénovation ou la Construction principalement.

Dans les critères de détermination des bénéficiaires, le PDR se focalise sur les communes déjà dans un Projet de Territoire et sur les communes de plus de 3500 habitants et probablement celles ayant un fort potentiel fiscal. Cela va aider les zones déjà en développement et non pas soutenir des zones rurales en difficultés. Nous retrouvons également ce défaut pour les actions culturelles prises en charge par le PDR. En effet il pourrait être imaginé que l'éducation à l'environnement, sous toutes ses formes, soit éligible comme les actions culturelles censées, elles aussi, renforcer l'attractivité d'une zone rurale.

FNE PACA désapprouve que la section Aménagement et Tourisme du PDRR s'interdise d'être plus ambitieux que les SCOT et PLU existants (fin de la mesure M07-6).

La préservation du foncier face au développement touristique est une notion très souvent amenée dans le PDRR, pourtant il n'y a **aucun critère de protection des surfaces agricoles** dans le soutien au développement touristique. Il faut en effet être vigilant car derrière le mot « gîte », par exemple, l'accès au site, les parkings, les piscines et autres installations nécessaires sont sous-entendus suivant la capacité d'accueil. FNE PACA recommande la mise en place de critères lors de nouvelles constructions comme la **densification, le comblement de certaines dents creuses, rénovation de bâtiments existants, occupation de logements vacants ou encore la réhabilitation de certaines friches**. De même il pourrait être intéressant qu'un encadrement, via les documents d'urbanisme par exemple, du bâti agricole soit mis en place pour que la ou les constructions ne soient utilisées que pour l'exercice agricole. Une fois encore l'innovation attendue se retrouve dans la mesure 16 au niveau M16.7.1 « stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel » qui, malgré son caractère indispensable, repousse l'action à la prochaine programmation.

BILAN

Les mesures d'amélioration ou de mise en valeur patrimoniale qui sont principalement axées sur l'offre de services et une meilleure qualité de confort et d'accueil nous apparaissent cohérentes. Toutefois elles s'inscrivent **presque exclusivement** dans une logique de création de valeur ajoutée économique. Car même s'il est compréhensible de raisonner en termes de valeur ajoutée et d'emploi, la considération environnementale des projets est laissée à l'abandon et les projets en faveur des sites naturels sont peu valorisés. Pourtant ce sont bien les atouts environnementaux

spécifiques de notre Région qui attirent et font revenir les touristes, **préserver la Nature devrait donc être au cœur de la politique de développement touristique.**

CONCLUSION DE L'ANALYSE DU PDR PACA

Malgré de nombreuses bonnes intentions affichées, le PDR PACA maintient l'activité agricole dans la même logique de fonctionnement. Nous ne trouvons aucun virage qui tienne compte des crises environnementales et climatiques.

Nous retrouvons beaucoup de nos préconisations dans l'écriture des différentes actions liées à la mesure 16 mais celle-ci représente moins de 2% du budget total du PDR et bien qu'indispensable pour la prospection et l'anticipation, elle ne s'inscrit pas dans les pratiques à court terme.

FNE PACA déplore le manque de concertation, d'ouverture et de transparence pour l'écriture de ce PDR.

Nous sommes actuellement en plein dans le changement de paradigme sans pour autant connaître et préciser le modèle à atteindre. La Région devrait faire émerger ce nouveau modèle, élaborer les pistes du renouveau. Elle a un devoir d'anticipation et doit être le moteur d'innovation permettant d'amorcer une dynamique collective, l'agriculture seule ne peut pas impulser de telles modifications.